



GRAND DEBAT NATIONAL 27/02/19 MANSPACH

TRANSITION ECOLOGIQUE

**EN ALSACE, COMMENT S'ADAPTER AUX CONSEQUENCES
DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?**



Le 27 Février, à la Salle des fêtes de Manspach(68 210), la commune a créé les conditions nécessaires pour permettre le déroulement d'un débat sur l'adaptation aux conséquences du changement climatique. Une bonne cinquantaine de citoyens ont répondu à l'invitation.

Présentation en introduction d'un Power Point d'images de 15 mn relatant les impacts climatiques de l'année 2018 sur le bassin versant de La Largue. Inondations, coulées de boue, sécheresse, impacts agricoles, impacts forestiers, mortalité biodiversitaire etc...

Formation spontanée de 4 ateliers de débats auxquels s'est spontanément ajouté un atelier « Gilets Jaunes »

Rapportage de synthèse des 4 ateliers et poursuite des débats au verre de l'amitié.



« Plus nous tarderons à nous remettre en cause, plus ces transformations seront douloureuses...

Cette transition doit permettre de réduire les dépenses contraintes en carburant, en chauffage, en gestion des déchets et en transports. Une solidarité nationale est nécessaire pour que tous les français puissent y parvenir.

Comment finance-t-on la transition : par l'impôt, les taxes. Quelles sont les priorités ?

Quelles sont les solutions pour se déplacer, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?

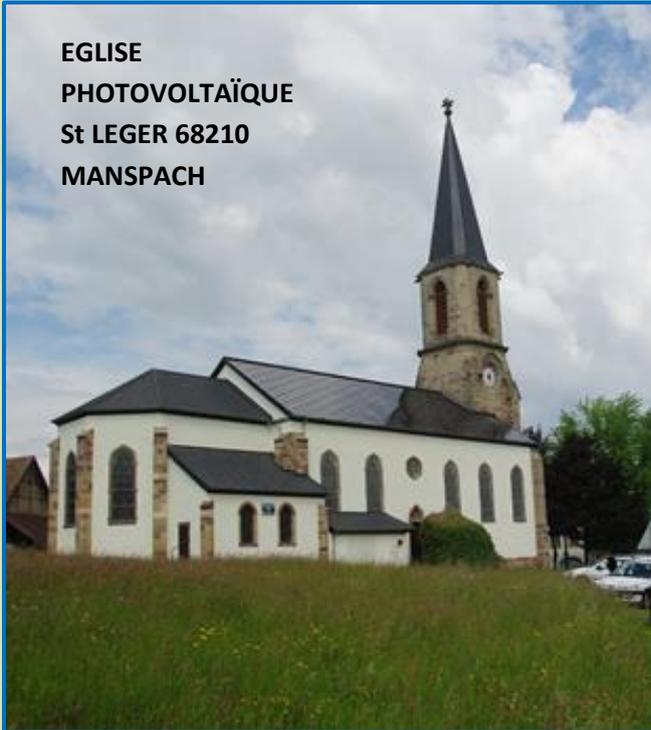
Quelles propositions feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international, pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers. Emmanuel MACRON »

QUESTION ANNEXE : La gouvernance voulue par la Loi NOTRE, vous semble-t-elle adaptée à cette transition en milieu rural ?

Nous vous souhaitons une excellente réunion et de riches échanges !

EGLISE
PHOTOVOLTAÏQUE
St LEGER 68210
MANSPACH



TRANSITION
ENERGETIQUE
Quels modes?
Quelles
ECONOMIES?
Comment favoriser
les énergies
alternatives?

QUELS MODES : Faire en sorte de mettre en œuvre les solutions permettant de réduire la consommation d'énergie traditionnelle issue des énergies non renouvelables et réduire au maximum les rejets de CO² et gaz à effet de serre.

- **Isolation** - panneaux photovoltaïques- géothermie-éolien-biomasse.

Constat dans les entreprises : pas d'isolation, pompe à chaleur, pas de panneaux solaires

Eventuelles solutions proposées :

Le PETR, les Communautés de communes, les communes, sous l'égide de la région G.Est., doivent travailler davantage sur la communication et la sensibilisation des particuliers comme des entreprises.

Problème des grandes surfaces :

Les toitures des grandes surfaces devraient obligatoirement être réalisées en panneaux photovoltaïques pour atténuer la gabegie énergétique des chaînes du froid, du chauffage en hiver et de la climatisation en été ainsi que d'un mix énergétique en journées ensoleillées.

. Incitation fiscale dès le permis de construire ou d'aménager, en faveur de la sobriété énergétique pour les entreprises et le secteur résidentiel. .

Aménagement des taxes foncières des particuliers en fonction du classement énergétique de leur bien.

. **Rebond** : [Changement de mentalité du consommateur sur l'approche de produits frais des boucles courtes petits producteurs.](#)

- **Inciter au maximum la construction de maisons BBC ou passives**
 - . Mais inciter également les professionnels constructeurs de maisons individuelles à mieux gérer ces constructions (normes, obligations etc...) **Obligation de certificat de conformité de fin de chantier délivré par les inspecteurs du service de répression des fraudes.**
 - . Permettre d'obtenir des financements plus facilement. Financement calé sur les placements « développement durables » de certaines banques en fonction des critères du projet.

Interrogations et réponses sur la rentabilité du solaire photovoltaïque à l'échelle des particuliers et des industriels.

- **Géothermie** énergie renouvelable ? oui mais il se trouve que les technologies géothermiques peuvent différer en fonction des fluides utilisés. Certains gaz utilisés dans les tuyaux sont très polluants, et aujourd'hui interdits d'usage. Ce qui en cas de fuite ou de panne signe l'arrêt de mort de l'installation, où une coûteuse substitution technologique. **INADMISSIBLE**
Les industriels doivent être tenus responsables de leur choix technologique. Si le choix n'est pas bon ils doivent assumer le remplacement de la technologie défectueuse par un changement de process adapté.
Quelle est notre capacité à juger si une source d'énergie est vraiment propre aujourd'hui, ou le sera encore demain ?

- **les mesures de compensation concernant l'arrêt de la centrale de Fessenheim** pourraient être l'implantation de grandes surfaces de panneaux photovoltaïques, mais seraient-elles rentables ? Un bilan différentiel est à établir par rapport aux impacts économiques, environnementaux, et les dépenses liées à l'économie engendrée par le non stockage et le non retraitement des déchets radio actifs ?

- L'éolien oui ! en trouvant des emplacements qui ne nuisent pas à la biodiversité et à la vie au sens large et en exploitant les différentes technologies éoliennes. Mener de paire l'éolien public, l'éolien associatif et l'éolien privé.

- **Méthanisation agricole** à développer sous réserve qu'elle n'entraîne pas une substitution des fertilisants organiques méthanisés, par des fertilisants synthétiques issus de la pétrochimie (Amonitrate !)(Captages ?) ou de boues de station d'épuration interdisant la conversion au bio. Quid du financement des réseaux.

- **Prospective d'avenir sur l'hydrogène :** Alstom livre déjà ses rames intercity « HYDROGENE » à l'Allemagne. L'avenir est là ! Les voitures hydrogène roulent déjà. Le Bilan CO² Zéro est à portée de main.

- **Démocratie** : Impliquer davantage le citoyen, même s'il n'est pas un expert, dans les orientations de transition énergétique (œil neuf).
- Prévoir une loi afin d'empêcher l'importation des panneaux photovoltaïques, et imposer 50% de verre recyclé dans leur construction.
- Plus de moyens de transports collectifs pour les aînés
- Plus de co-voiturage
- **Mise en place d'un véritable réseau de bornes de recharge des véhicules électriques.**
- **Bus électriques, gaz ou hydrogène obligatoires pour les ramassages scolaires.** Le développement des champs de capteurs photovoltaïques, et la méthanisation agricole donnent toute son actualité à cette orientation.

Dans tous les choix politiques, la contrainte écologique devrait être prioritairement prise en compte, et viser le Zéro CO².

- La concertation citoyenne peut aider ainsi que la votation

L'énergie hydraulique : Compte-tenu de tous les problèmes rencontrés dans le domaine de la ressource quantitative et qualitative des ressources en eau par rapport à l'atteinte des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau pour 2027, l'hydrosystème sundgauvien ne se prête pas à cette orientation.



Rénovation d'un bâtiment ordinaire des années 60, en bâtiment à bilan énergétique positif.



TRANSITION
AGRICOLE
ADAPTATION
ECONOMIE
CIRCULAIRE
SERVICES
RENDUS
EAU
ENERGIE
BIODIVERSITE

Un monde rural délaissé par l'Etat, et surtout une filière « Bio » méprisée par les retards de paiement de l'Etat orchestrés par qui, par quels lobbies ? Compte tenu de tous les avantages et les services qu'apporte le « bio », ce ne serait pas scandaleux de réduire significativement la T.V.A. sur les produits « Bio »

- Constat angoissant de la disparition de certaines espèces, et de l'effondrement des populations d'insectes, d'oiseaux, de mammifères etc....
- Chercher un consensus entre agriculteurs et consommateurs
- **Influence de l'agriculture sur l'eau potable, la nappe phréatique, les captages d'eau potable, les inondations :**
Pas uniquement un problème agricole, présence d'autres bactéries (produits ménagers, médicaments)
Oui mais le rapport de l'APRONA est accablant pour l'agriculture intensive.
- Lobbying écologique et lobbying agro-chimique et agro alimentaires s'affrontent. Empoisonnement des milieux (glyphosates, Néo-Nicotinoïdes, antibiotiques des boues d'épandage, contre Maïs amidonnerie, Maïs alimentaire, céréales bio et surtout élevage et lait bio etc.....)

- Normes environnementales jugées trop lourdes par certains, mais fortement approuvées par d'autres.
- **L'importation des produits ne respectant pas les règles françaises devrait être interdite, notamment en ce qui concerne les pesticides.**
- Privilégier le local – circuit court
On déplore la fin des petites coopératives au bénéfice des grandes surfaces
- Risques sanitaires : normes environnementales très lourdes
- L'Etat doit investir davantage dans la recherche sur des méthodes alternatives
- Partenariats locaux à mettre en place et favoriser les petits commerçants
- Freiner le développement des zones commerciales périphériques
- **Moins de labour : adaptation progressive de l'agriculture, à l'évolution climatique, à l'aggravation des ruissellements et des inondations, couverture hivernale des sols, culture en sous étages, substitution du méteil au soja etc.....**
- Oui pour la transition agricole mais il faut avoir les moyens financiers
- SAFER : C'est une institution qui fait tout pour contrarier l'installation des agriculteurs non intensifs.
- Agriculture circulaire – aides à la structuration des circuits courts - bon bilan carbone - à la portée de tous et notamment les cantines scolaires. Dans ce domaine les Communautés de Communes locales sont à la ramasse, aucun restaurant scolaire ou EHPAD « Bio ». Pas de plateforme ni de cuisine centrale. Pour construire une alimentation collective de proximité saine.
- Moyens locaux avec qualité des produits.
De nos jours : **il y a trop d'enjeux financiers spéculatifs**, et on dépend des grands groupes agro chimiques, agro-alimentaires et agro-politiques dominants.
- **Taxer le déplacement des matières pour qu'il y ait moins d'importation**
- **L'Etat et l'Europe doivent subventionner davantage le monde agricole en transition pour que le local soit mis en avant, et que les services qu'il peut rendre à la qualité des écosystèmes, soient rétribués en prestation de service aux agriculteurs. Le préventif coûte toujours beaucoup moins cher que le curatif, lorsqu'il s'agit de préserver les captages, les zones humides , les nappes, les cours d'eau et de protéger contre les inondations.**
- Problèmes de taxes, de normes par rapport à d'autres pays à réviser.
- Réapprendre à cuisiner (cours pratiques de cuisine à l'école
- Utiliser les compétences du Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement.

TRANSITION URBANISTIQUE

Services publics

ARCHITECTURE
INONDATIONS
REVOLUTION
DES MOBILITES
et
communications



SERVICES PUBLICS ENVIRONNEMENT :

Préserver les services publics (DDT, AFB, Police de l'environnement, Agences de l'Eau)

- INONDATIONS

. **Empiètement sur les zones inondables par l'urbanisation. P.L.U. et SCOT obsolètes face aux évolutions climatiques prévisibles.**

. Règlementation de la « prairie permanente » pour les zones à risques

. Remplir les « dents creuses » dans les villes tout en préservant les espaces arborés.

. Rétention des bassins d'orages

. **Généraliser systématiquement les PPRI à l'échelle globale et cohérente des bassins ou sous bassins versants. Le fond national des assurances pourrait participer à cette démarche.**

La loi « NOTRe » à l'énorme inconvénient de ne pas faire coïncider l'incontournable réalité hydro-géographique des sous-bassins versants, avec les contours des structures politico administratives intercommunales appelées à les gérer. Sauf que pour gommer cette tare, le législateur a prévu à cet effet les EPAGE et leur financement par les ressources mobilisables dans le cadre GEMAPI. Il convient donc de généraliser les EPAGE sur tous les territoires de SAGE de sorte à disposer d'une structure compétente garante d'une cohérence hydro systémique globale. (EPAGE Lague)

. Responsabiliser financièrement l'agriculteur (coulée de boue) et mettre en place plus de contrôle sur les pratiques agricoles et leurs conséquences sur l'aggravation des ruissellements, des inondations et de la pollution des hydro systèmes.

. Protéger et recréer des zones humides aliénées. Arrêter les drainages des zones humides.

. L'Etat doit respecter la loi : 20% des taxes payées par le consommateur d'eau pour le budget de l'Agence de l'Eau sont ponctionnés par Bercy, alors que les taxes sur l'eau sont sensées financer les actions en faveur de l'eau. Les petits projets de – 10 000 Euros ne sont plus financés. Il faut restituer aux Agences de l'Eau les montants de ce « racket » gouvernemental.

. Revoir les critères de distinction des cours d'eau et des zones humides comme cela était le cas il y a 10 ans (moins protégés aujourd'hui)

. Arborer et densifier la végétation arbustive des berges de rivières

ARCHITECTURE :

Subventionner l'isolation des maisons d'habitation

Banque Européenne de l'Energie pour financer les travaux d'isolation (Pierre Larrouturou)

Proscrire ou taxer fortement l'imperméabilisation des sols. Etablir le maximum d'espaces arborés. (Fraîcheur et frein à l'évaporation). Loi ALUR non adaptée.

- MOBILITE :

. Projet de bus scolaire électrique ou hydrogène

. Agrandir, élargir et augmenter le linéaire des pistes cyclables. Sécuriser les espaces piétons en bord de routes.

. Aire de co-voiturage secondaire à la Porte de Bâle en collaboration avec la Suisse

. Organiser le co-voiturage sur les Communes pour les petits trajets

. Prévoir plus de transports de marchandises par le train

. Relier par le train la gare de Belfort-Montbéliard à Belfort Ville

. Voie ferrée entre Altkirch et Bâle

. Exiger de la S.N.C.F. que la gare de Dannemarie soit adaptée aux vélos au niveau de ses quais et de son passage souterrain.

. Récupérer les autoroutes dans le giron de l'Etat

. Rendre le parking TGV gratuit

. Prévoir davantage d'horaires de circulation des trains semaine et week-end

. Diminution de l'emploi local, augmentation de la distance trajet domicile – travail

. Arrêter de laisser libre court à TOTAL forages afin de préserver les récifs coraliens

. Rendre les transports publics urbains gratuits ou peu chers (cf Dunkerque)

. Prévoir davantage de transport public rural

. Organisation de l'aide pour les vélos électriques (prix, location, réparation)

. Moteur à hydrogène sur le train (cf ALSTOM France/Allemagne)

. Inciter les parents à laisser les enfants se rendre à l'école à pieds ou à vélo

. Roues directionnelles à l'arrière des camions (pour les virages)



TRANSITION
ECONOMIQUE
BASSE POLLUTION
BAS CARBONE
ALIMENTATION
INDIV/COLL
DECHETS

Supprimer les emballages plastiques et mettre en place des consignes

- Mettre en place une taxe pour les entreprises qui optent pour le sur emballage ou l'emballage non recyclable.
- Appliquer la R.E.P. aux producteurs d'emballage à un niveau équivalent à celui de l'Allemagne.
- Généraliser la pesée embarquée des produits résiduels ménagers, de sorte à **systematiser la valeur ajoutée du geste de tri.**
- Mettre en place un code couleur sur les paquets indiquant les produits additifs mauvais pour la santé.
- Inciter à consommer les légumes et les fruits de saison
- Acheter chez les producteurs locaux :
 - . création d'emplois : Bilan social
 - . Moins de kms. Bilan carbone
 - . Alimentation saine. Bilan Santé



Les gilets jaunes sont venus dire...

- La voiture électrique n'est pas écologique (imaginez en plus un bouchon de voitures électriques)
- Non à la pollution électromagnétique
- Non aux objets connectés et à la 5G
- Pour sauvegarder la souveraineté nationale :
 - . Non à la vente de nos centrales hydroélectriques
 - . Non aux passe-droit des entreprises privées et des lobbyings
- Taxer le kérosène et le transport maritime et enlever la TVA sur les produits vendus localement et les produits bio
- Taxez les yachts
- Droit à l'herboristerie et médecine alternative
- Non au tout vaccin et laboratoire



Echantillons de photos
 issues du P. P. présenté
 par Dany DIETMANN
 Maire de Manspach
 Président de l'EPAGE
 Largue.

SUR LE TOBOGGAN DU RECHAUFFEMENT, est-il sage de continuer à accélérer ?

